

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Objet du Marché : AMENAGEMENT D'UN SALON DE COIFFURE / 2 LOGEMENTS

Lieu : 22, rue de la Chartreuse, 63230 CHAPDES-BEAUFORT

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LUNDI 16 AVRIL 2018 – 12h30

COMMUNAUTE DE COMMUNES CHAVANON COMBRAILLES ET VOLCANS
Pôle de Pontgibaud
5, rue du Frère Genestier
63230 PONTGIBAUD

Article 1 – Parties contractantes

Entre les soussignés :

Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans
6, Avenue du Marronnier
63380 PONTAUMUR

Ci-désigné par le « maître d'ouvrage » d'une part ;

Et l'entreprise :

Siège social :

Entreprise titulaire du certificat de qualification N°

Portant les qualifications :

Représentée par :

Ci-après désignée par « l'entrepreneur » d'autre part.

Article 2 - Objet de la consultation – dispositions générales

2.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de réhabilitation du bâtiment à effectuer pour l'aménagement d'un salon de coiffure (rez-de-chaussée) et de deux logements locaux sociaux (étage).

Lieu(x) d'exécution : 22, rue de la Chartreuse, 63230 CHAPDES-BEAUFORT

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CTP.

2.2 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux seront répartis en 9 lots désignés ci-dessous :

LOT 1 :	GROS-ŒUVRE – DEMOLITION – RAVALEMENT
LOT 2 :	CHARPENTE BOIS
LOT 3 :	COUVERTURE – ZINGUERIE
LOT 4 :	MENUISERIES EXTERIEURES PVC ET ALUMINIUM
LOT 5 :	MENUISERIES BOIS INTERIEURES – PLATRERIE – PEINTURE – FP – ISOLATION
LOT 6 :	ELECTRICITE – VMC
LOT 7 :	PLOMBERIE – SANITAIRE – CHAUFFAGE GAZ
LOT 8 :	SOLS SCELLES – FAÏENCE
LOT 9 :	SERRURIE METALLIQUE

2.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'équipe suivante :

YVES LESME ARCHITECTURE

3, rue des Rapeaux

63400 CHAMALIERES

Tél. : 04.73.36.20.44

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base avec études d'exécution.

2.4 - Contrôle technique / Opérations de vérifications / Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Alpes Contrôles
Antenne de Clermont-Ferrand
8 avenue du Maréchal Leclerc
63800 Clermont-Fd
Tél : 04.44.05.31.32
Fax : 04.28.04.02.10

2.5 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

- Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.
- Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.
- En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.
- La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.
- Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- L'offre technique du titulaire ;

Dans sa réponse à la présente consultation, le fournisseur doit obligatoirement transmettre les éléments suivants :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- ❖ Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

- ❖ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner
- ❖ Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- ❖ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- ❖ Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Article 4 : Prix du marché

4.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

Le prix des prestations est ferme.

Ce prix comprend toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

4.3 – Ouvrages ou travaux non prévus au marché

Les prix nouveaux (article 14 du C.C.A.G. Travaux) également forfaitaires sont réputés établis en valeur correspondant au mois d'établissement du devis.

Tout devis sera scindé le cas échéant en deux rubriques :

- suivant prix d'unité du marché (valeur marché)
- suivant prix nouveau, décomposé en fourniture et main d'œuvre en précisant si les travaux envisagés perturbent le calendrier d'exécution et dans quelles proportions.

Le prix nouveau est ramené en valeur marché hors taxes en lui appliquant l'inverse du coefficient de révision défini à l'article 3.4.4. du C.C.A.P., pour lequel In devient le mois d'établissement du devis.

Ce prix réputé ensuite en valeur marché, est révisé dans les mêmes conditions que ceux du marché initial ; dans l'attente de la parution de l'index In (mois de devis), la prestation est réglée à l'entreprise, à l'avancement des travaux, sur la base du devis.

Le retour à la valeur marché s'effectue ensuite en une seule fois au plus tôt le mois suivant la parution de l'index ou à l'achèvement de la prestation considérée.

Chaque décompte mensuel comportant des travaux non initialement prévus (en prix ou quantité) fera apparaître successivement :

- l'avancement des travaux suivant marché
- l'avancement des travaux supplémentaires

en valeur marché, le total 1 + 2 servant de base au calcul de la révision de l'acompte du mois.

- l'avancement des travaux supplémentaires non prévus au marché jusqu'à application de la clause précédente.

4.4 - Répartition des dépenses communes de chantier :

Dépenses d'investissement :

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du lot indiqué dans seconde colonne :

➤ GERES PAR LE LOT GROS-ŒUVRE – COMPTE PRORATA

- Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'art. A 421-7 du Code de l'Urbanisme
- Branchements provisoires d'eau, d'égout et d'électricité
- Exécution des voies d'accès provisoires aire de chantier et de stockage
- Etablissement clôtures & panneaux de chantier établis en conformité avec l'art. R 324-1 du code du travail
- Installation d'éclairage et de signalisation
- Installation communes de sécurité et d'hygiène
- Bloc sanitaire conforme aux dispositions en vigueur (hypothèse effectif 50 personnes)
- Installation de réfectoire et vestiaires suivant P.G.C.S.P.S.
- Bureaux de chantier et local échantillon
- Installation téléphonique de chantier (1 ligne PTT) (téléphone)
- Remise en état des lieux après repliement des installations de chantier

➤ GERES PAR LES LOTS « COUVERTURE » ET « PLOMBERIE »

- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments raccordement pour les descentes extérieures et descentes intérieures

➤ GERES PAR LE LOT « PLOMBERIE »

- Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement

➤ GERES PAR LE LOT « MENUISERIES INTER. »

- Fermeture provisoire (portes et serrures) de locaux pouvant être mis à disposition des entreprises pour stockage

➤ GERES PAR LE LOT « ELECTRICITE. »

- Réseau provisoire intérieur d'électricité y compris son raccordement, éclairage de circulation

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, rebouchages et raccords correspondants qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire, lorsque les premiers ne figurent pas sur plans de réservation fournis au lot "Gros-œuvre".

Dépenses d'entretien :

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en 1, sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, pour la durée du chantier, étant précisé qu'incombent au lot "Gros-œuvre" :

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais de gardiennage et de fermetures provisoires (extérieures) des bâtiments,
- la mise à disposition, pour la durée du chantier, de deux bennes pour la collecte des déchets et leur transport en décharges.

Pour le nettoyage du chantier (hebdomadaire) :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'au lieu de stockage fixé par le Maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur titulaire du lot "Gros-œuvre".
- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la mise en état des installations qu'il a salies ou détériorées,

Ces nettoyages seront constatés au cours de chaque réunion de chantier par le maître d'œuvre ou l'O.P.C. ; en cas de carence, l'entreprise titulaire du lot "Gros-œuvre" effectuera ceux-ci aux frais du (ou des) entrepreneur(s) défaillant(s).

Dépenses diverses :

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- consommation d'eau, d'électricité et de téléphone,
- chauffage de chantier,
- protection provisoire des ouvrages contre les intempéries (pour travaux d'intérieur : filets, bâches etc.
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- location et entretien des recettes installées par le titulaire du lot "Gros-Oeuvre".
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - o l'auteur des dégradations et détournements ne peut être découvert,
 - o les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
 - o la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

L'entrepreneur titulaire du lot "Gros-œuvre" procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa ; mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier et en sous-répartissant le complément entre les autres entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

5.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

5.2- Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 6 : Modalités de règlement des comptes

6.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Les acomptes seront réglés mensuellement. Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
 - le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
 - le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;

- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;
- la date de facturation ;
 - en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les autoentrepreneurs relevant du régime fiscal de la microentreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

YVES LESME ARCHITECTURE
3, rue des Rapeaux
63400 CHAMALIERES
Tél. : 04.73.36.20.44

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer ;

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention «Autoliquidation» pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.- Travaux

Article 7 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

7.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est fixé à **10 mois** à compter de la date de notification du marché, compris 15 jours de préparation.

7.2 - Prolongation du délai d'exécution

Le maître d'ouvrage pourra prolonger le délai d'exécution s'il le juge utile.

7.3 - Pénalités - primes d'avance

• Pénalités pour retard

L'entrepreneur subira, par jour de retard dans l'achèvement de ses travaux, une pénalité de 150,00 € par jour. Cette pénalité sera appliquée par le maître d'œuvre, au vu du délai imparti à l'entreprise dans le cadre du calendrier détaillé. Ces stipulations prévues sont applicables à la période de préparation.

• Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G., chaque entreprise titulaire est tenue de remettre les documents fournis après exécution lors des opérations préalables à la réception ; à défaut, une

retenue provisoire (dont le montant pourra varier de 800€ à 3000€ hors taxes suivant la nature des documents sera opérée sur les acomptes suivants ces opérations. Elle est appliquée sans mise en demeure préalable et sera restituée après la remise complète des documents.

- **Pénalités diverses**

Absence aux réunions de chantier et de sécurité/santé : 80€ (après convocation motivée du maître d'œuvre ou du C.S.P.S)

- **Non accomplissement des formalités mentionnées aux [articles L. 8221-3 à L. 8221-5](#) du Code du Travail**

Le montant des pénalités appliquées est égal à 5 % du montant du contrat (HT).

Les présentes pénalités sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché. Il pourra donc encourir sans mise en demeure des pénalités dont le montant sera inférieur à 300 € HT.

Article 8 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux/produits

8.1 – Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces. Tous les matériaux utilisés devront avoir reçu un Avis Technique favorable du C.S.T.B. A défaut d'avis technique du C.S.T.B., l'entrepreneur s'engage à souscrire une assurance, spécifique au chantier, couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code Civil, dans le cadre de son offre, en faisant ressortir le montant (HT et taxes comprises). En l'absence de précision, l'offre sera réputée inclure le montant de cette assurance (pour des garanties identiques au(x) contrat(s) visé(s) à l'article 9.7 ci-après.

8.2 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier. Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont assurées par le Maître d'œuvre.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le Maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais de vérification en sus de ceux prévus et définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l'ouvrage.

Article 9 : Implantation des ouvrages

9.1 – Piquetage général

Le piquetage général sera effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par l'entrepreneur, titulaire du lot "gros-œuvre" à ses frais, dans les conditions précisées au C.C.T.P

9.2 – Piquetage général

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter :

- sera effectué, contradictoirement avec le maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages en même temps que le piquetage général / la partie du piquetage général restant à exécuter ;

Lorsque le piquetage spécial concerne les canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Article 10 : Préparation, coordination et exécution des travaux

10.1 – Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Il est fixé une première période de préparation **hors délai d'exécution**, de quinze jours, à compter de la notification du marché au titulaire du lot Gros-œuvre, spécialement aménagée pour organiser le chantier de démolition et les terrassements.

A l'issue de celle-ci, une seconde période de préparation, **incluse dans le délai d'exécution**, se déroule dans les 15 jours suivant l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot Gros-œuvre le début des travaux au cours de laquelle :

L'entreprise de Gros-œuvre procède à la démolition des ouvrages.

Il est également procédé, au cours de cette seconde période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes par les soins du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du CSPS :

- Elaboration et mise au point du calendrier contractuel d'exécution après établissement par les entrepreneurs du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier.

Par les soins de l'entrepreneur :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.
- Etablissement et présentation à l'approbation après visa de l'architecte des plans de chantier, notes de calcul et études de détails nécessaires pour les débuts des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.
- Etablissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prescrit par la section 5 du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

10.2 – Plans d'exécution – notes de calculs – études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par les entreprises sauf pour les lots techniques.

Toutefois, pour toute proposition de variante au CCTP, faite par l'entrepreneur, les plans d'exécution des ouvrages et autres documents les concernant sont soumis au visa du maître d'œuvre, et du contrôleur technique. Ces derniers doivent les retourner à l'entrepreneur avec leurs observations éventuelles au plus tard un mois après leur réception.

Tous les plans fournis par la maîtrise d'œuvre sont contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

10.3 - Mesures d'ordre social - application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux. La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

10.4 – Organisation, santé et sécurité des chantiers

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

Les emplacements disponibles sur le site, pour les installations de chantier, dépôts provisoires de matériels et matériaux, sont mis gratuitement à la disposition des entrepreneurs, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, en accord avec le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage tout en assurant le maintien des liaisons fonctionnelles et la sécurité des personnes de l'établissement (art. 3.3.1. ci-dessus). Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

Les installations suivantes sont réalisées par l'entrepreneur titulaire du lot "Gros-Œuvre" : voir CSPS

Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. Ces locaux comprennent des vestiaires avec armoires vestiaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel suivant réglementation et conventions collectives en vigueur. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Plans P.G.C.S.P.S :

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n°94-1159.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot « Gros œuvre ».

Article 11 : Contrôles et réception des travaux

11.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés :

- Résistance mécanique béton : sur demande du maître d'œuvre ou du contrôleur technique, par un laboratoire spécialisé aux frais de l'entreprise (le chantier étant classé en catégorie B, selon D.T.U. 21) ;
- Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Les essais et vérifications de fonctionnement des installations prévus par les documents techniques COPREC n° 1 sont effectués par les entreprises. Ils seront consignés sur les modèles de procès-verbaux prévus au document technique COPREC n° 2 et transmis au maître d'œuvre et au contrôleur technique. La fourniture des fluides nécessaires à ces essais est à la charge de l'entreprise titulaire.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

11.2 – Réception des travaux

Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du C.C.A.G. :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés, elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- l'entrepreneur chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur du lot "Gros-œuvre".

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

La réception de(s) ouvrage(s) désigné(s) ci-après :

- réseau d'alimentation en eau
- réseaux d'évacuation
- plomberie – sanitaire
- chauffage
- électricité
- ventilation mécanique

ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P.

Lorsque la réception des ouvrages est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes :

- soit dans le délai fixé au procès-verbal de réception
- soit en l'absence d'indications figurant dans le procès-verbal dans un délai maximal de trois mois compté à partir de la notification de la réception.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, une pénalité égale à 1/500 du montant du marché par jour calendaire de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

11.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages en cas d'absolue nécessité.

11.4 - Documents fournis après exécution

Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) que les entreprises sont chargées de constituer sera remis au maître d'ouvrage à l'appui de la proposition de réception finale des ouvrages. Les entrepreneurs

devront donc remettre leur D.O.E. pour les opérations préalables à la réception. Ces derniers seront à présenter en deux exemplaires papiers et un exemplaire numérique. A défaut les pénalités prévues à l'article 4.5 du C.C.A.P. joueront de plein droit. Ces mêmes pénalités pourront être appliquées en cas de retard dans la remise du dossier d'intervention ultérieure (D.I.U.) sur l'ouvrage, que devra produire le C.S.P.S.

Article 12 : Responsabilités et assurances

12.1 - Responsabilités

Le titulaire du marché assure la direction et la responsabilité au cours de l'exécution des prestations. Conformément à l'article 8 du CCAG FCS, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers
- à des biens, ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

12.2 - Assurances

Avant la notification du marché ou dans un délai de huit jours à compter de celle-ci, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article 13 : Résiliation du marché

Il peut être mis fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du contrat qui en fixe la date d'effet.

Sauf dans les cas de résiliation prévus ci-dessous, le prestataire peut avoir droit à être indemnisé, s'il y a lieu, du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Il doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de trente jours compté à partir de la date d'effet de la décision de résiliation.

En outre, le marché peut être résilié sans indemnité dans les cas suivants :

- Aux torts du prestataire :
 - Lorsque le prestataire ne se conforme pas aux dispositions du marché, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. A l'expiration de ce délai, la résiliation du marché peut être prononcée aux torts du prestataire dès lors que ce dernier ne s'est pas acquitté de ses obligations ;
 - Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 46 du code des marchés publics produits lors de la consultation, la résiliation du marché peut être prononcée aux torts du prestataire sans mise en demeure préalable ;
 - Pendant l'exécution du marché, en cas de refus de produire les pièces prévues au 6bis ci-dessus la résiliation du marché peut être prononcée aux torts du prestataire après mise en demeure préalable.
- Sans tort du prestataire :
 - En cas de décès ou d'incapacité civile du prestataire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le pouvoir adjudicateur accepte la continuation du marché par les ayants droit ou le curateur. La

résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire ou ses ayants droit, à aucune indemnité ;

- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée.

Article 11 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 12 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Fait à

le

LE MAITRE D'OUVRAGE (*)

LES ENTREPRENEURS (*)